



Conseil d'Administration AEFÉ

18 décembre 2025

Déclaration liminaire de la FSU

Depuis l'été 2025, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger est à genou et sous le coup d'une « réforme » imposée par son ministère de tutelle. On nous explique que plus rien ne fonctionne et que sans cette réforme l'AEFE ne survivra pas.

Sans nier l'impérieuse nécessité de prendre en compte la soutenabilité budgétaire d'un des plus gros opérateurs de l'Etat, on peut toutefois s'étonner de la présentation qui nous est faite de la situation, qui ne reflète pas, loin s'en faut, les performances et la dynamique du réseau : des résultats excellents, des élèves épanouis et motivés, des personnels dévoués et des familles en quête de cette excellence qui la plupart du temps confirment et expriment leur attachement à ce fleuron de la diplomatie d'influence.

Nous l'avons dit, cette réalité doit sans cesse être rappelée car elle reflète aussi une volonté profonde des missions de service public à l'étranger, de la part de toutes les équipes. Mais aujourd'hui cette volonté ne suffit plus. Ne nous y trompons pas: **c'est bien le sous-financement chronique de l'État combiné aux objectifs irréalisables de CAP 2030 qui ont coûté très cher à l'opérateur et qui ont amené l'Agence à cette impasse, rien d'autre. Rappelons-nous : l'annulation de crédits de 33 millions d'euros à l'été 2017 a été le coup fatal porté à l'opérateur public que beaucoup continuent à nier.** Idem la question du CAS pension. La FSU n'a eu de cesse de vous alerter, depuis plusieurs années,

mesdames et messieurs les membres du conseil d'administration, sur les effets désastreux de la prise en charge du CAS pension par le budget de l'Agence. **Nous avons alerté encore et encore, sans susciter aucune réaction d'aucun ministère représenté à ce conseil. Il s'agit pourtant bien d'une volonté politique que de maintenir à flot ce navire amiral Oubli ? négligence ? ou volonté délibérée de l'affaiblir au profit d'intérêts privés? On peut s'interroger.**

Ce ne sont sans doute pas les fausses solutions qui nous sont présentées ce jour qui remettront à flot l'Agence. Au mieux elles permettront de tenir quelques mois, mais leurs conséquences seront souvent sans appel. Les risques de déconventionnement des établissements dus à la première phase de cette réforme sont importants et réels. Les vieilles recettes ressortent, faute de mieux: fermeture de postes, gels des salaires des personnels de droit local, masse salariale contrainte, projets abandonnés, avec en prime des augmentations conséquentes de frais d'écologie. Avec ces mesures c'est l'équilibre tout entier du réseau qui est menacé.

La FSU n'acceptera pas de solutions qui sabordent l'opérateur public et précarisent ses personnels !

Comme nous l'avons déjà entamé, notre défense du réseau se traduira aussi par des mobilisations de terrain !

On nous répète à l'envi que l'Etat soutient l'opérateur public, la FSU s'inscrit en faux et demande que ces paroles soient concrètement suivies d'effets ! Il faut sauver cet opérateur et l'affranchir des nombreux obstacles qu'il doit déjouer au quotidien (les détachements, les coupes budgétaires, les réformes imposées).

C'est à cette condition que ce formidable outil de diplomatie d'influence peut continuer ses missions. Prendre concrètement sa défense va aussi dans le sens de l'histoire. Pour la FSU, c'est une volonté politique qui doit être assumée : toutes les autres préconisations comme celles présentées aujourd'hui ne feront qu'affaiblir davantage l'AEFE.